

	Réduction des inégalités	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire : 14.020120 Coût total estimé : 6 450 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 6 450 000 EUR Cette action est cofinancée en parallèle par l'Agence luxembourgeoise de Développement (LuxDev) pour un montant de 2 500 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement	Gestion indirecte avec la ou les entités qui seront sélectionnées suivant les critères détaillés à la section 4.4.1			
14. Type de mesures	<input type="checkbox"/> Facilité de coopération <input checked="" type="checkbox"/> Mesures en faveur de la société civile			

1.2. Résumé de l'action

Au Bénin, la liberté d'association, le droit de s'organiser et de s'affilier à un syndicat, et la liberté religieuse, sont globalement préservés. Cependant, les Organisations de la Société Civile (OSC) qui mènent des activités sur des thématiques sensibles, comme la défense des droits humains, la lutte contre la corruption et le suivi de l'efficacité des politiques publiques, interviennent dans un climat plus tendu que par le passé.

L'action est alignée sur la priorité stratégique issue de la Communication de la Commission sur le rôle des Organisations de la Société Civile dans l'action extérieure de l'Union européenne (UE) : *une société civile responsabilisée est un élément essentiel de tout système démocratique*. Elle contribue à la mise en œuvre de politiques plus efficaces, équitables et durables, au développement, à la croissance inclusive, à la démocratie participative et est un acteur clé dans l'atteinte des ODD. L'action entend appuyer la société civile béninoise à être véritablement un acteur de gouvernance démocratique et de développement. Cela recoupe deux dimensions : à la fois être un acteur participant à l'action publique en mesure de faire entendre la voix des populations, et être un acteur en mesure de répondre aux sollicitations du gouvernement et des partenaires au développement. Pour cela, la société civile a besoin : de canaux de dialogue avec l'État, d'avoir un fonctionnement sain et des compétences d'analyse et de plaidoyer et enfin elle a besoin de financement.

L'action devrait contribuer en priorité à l'ODD 17 *Partenariats pour la réalisation des objectifs*, à l'ODD 16 *Paix, justice et institutions efficaces* et à l'ODD 5 *Égalité des sexes*. De plus, appuyer la société civile pour qu'elle soit un acteur efficace, efficient et crédible du développement est par définition une action transversale contribuant potentiellement à tous les ODD. La société civile est également un acteur favorisant les dialogues intersectoriels et inter-ODD par leur positionnement transversal.

1.3. Zone bénéficiant de l'action

L'action est réalisée dans la République du Bénin qui est inclus dans la liste des bénéficiaires de l'APD.

2 JUSTIFICATION

2.1.Contexte

Le Bénin fait figure de creuset de stabilité en Afrique de l'Ouest. L'influence croissante de Moscou en Afrique de l'Ouest et du Centre est observée de près et perçue avec inquiétude. Le Bénin se montre de plus en plus actif sur la scène sous régionale, inquiet des retombées économiques que l'instabilité des pays voisins peut avoir sur son économie.